

ACTUALITÉS

Lutte contre les changements climatiques

La planète a perdu 20 ans

Une entente de principe entre les acteurs de la conférence de Montréal permettrait de devancer l'élimination des HCFC

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR

L'humanité «a perdu 20 ans» dans le dossier des changements climatiques en raison d'un faux débat économique sur le coût d'une véritable stratégie d'action, selon le directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), Achim Steiner.

Parlant hier midi devant le Conseil des relations internationales de Montréal après avoir inauguré la 19e conférence internationale des pays ayant ratifié le protocole de Montréal, Achim Steiner, lui-même économiste, estime que le dossier des changements climatiques constitue «l'échec le plus important de l'économie de marché». C'est le cas, à son avis, parce que personne ne comptabilise les impacts négatifs de l'usage des combustibles fossiles dans un bilan économique planétaire, faussé par l'absence de ce passif incontournable.

Il a rappelé que le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) évalue à 0,1 % du PIB planétaire le coût net des mesures nécessaires pour contrôler le climat. Mais, dit-il aussitôt, il en coûtera entre 5 % et 20 % de ce PIB planétaire, selon les différentes évaluations, en dommages et pertes si le climat devient hors de tout contrôle.

C'est pourquoi le responsable du Secrétariat du protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone insiste pour que les 191 pays présents s'entendent cette semaine à Montréal pour geler à leur niveau actuel l'usage des HCFC et sur un devancement de



ARCHIVES REUTERS

10 ans de leur échéancier d'élimination. Les pays développés auraient ainsi, selon le nouvel échéancier, jusqu'en 2020 pour éliminer les HCFC, des molécules moins dommageables pour la couche d'ozone que l'on a utilisées pour remplacer les CFC, la première cible du protocole de Montréal. Les pays en développement devraient pour leur part devancer à 2030 la date d'élimination des HCFC.

Mais les négociations sur cet objectif ne devraient pas être aussi ardues que celles qui s'annoncent à Bali en décembre sur la phase 2 du protocole de Kyoto. C'est d'ailleurs pour accélérer la réduction globale des gaz à effet de serre de 3,5 % globalement et amorcer les pourparlers de Bali avec de véritables chances de succès que plusieurs pays et l'ONU veulent devancer l'élimination des HCFC, des molécules qui se sont avérées

de puissants gaz à effet de serre.

Plusieurs autres molécules destructrices de la couche d'ozone avaient d'ailleurs la propriété de nuire à la fois au climat et à la couche d'ozone. Ce qui explique que le retrait à 95 % des substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) a eu en 20 ans pour effet de retirer globalement cinq fois plus de GES de l'atmosphère que les réductions convenues en cinq ans sous l'empire de Kyoto, ce que révélait *Le Devoir* il y a une dizaine de jours.

Selon Achim Steiner, il y aurait actuellement une «entente de principe» informelle sur le devancement de l'échéancier d'élimination des HCFC. Il reste cependant à déterminer cette semaine comment y arriver, compte tenu des difficultés que pose cette question à d'importants utilisateurs comme la Chine. Ce pays a annoncé cet été qu'il fermerait cinq de ses six usines de CFC, mais l'élimination des produits de remplacement, les HCFC qu'il utilise abondamment en réfrigération au point d'ouvrir de nouvelles usines, pose un sérieux problème à la couche d'ozone et au climat.

Mais pour le grand patron du PNUE, l'humanité n'a plus le droit à l'échec dans le dossier du climat: «C'est une perspective que l'opinion mondiale ne va pas accepter», dit-il en raison des conséquences tout comme elle n'acceptera pas que certains pays se désolidarisent de l'effort international à faire.

C'est la gravité de cet enjeu, explique-t-il en conférence de presse et en entrevue, qui a incité le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à convoquer lundi prochain à New York une conférence «de haut niveau» des principaux chefs

d'État pour s'assurer qu'il y a un consensus minimal dans les pays développés et en développement pour aborder à Bali une nouvelle phase de réductions des GES sous l'empire de Kyoto. Le président George Bush, a affirmé Achim Steiner, participera à la rencontre de New York.

L'ONU semble par ce sommet imprévu vouloir désamorcer les tentatives de la Maison-Blanche de préparer un traité parallèle à Kyoto, qui se limiterait à des mesures volontaires. La Chine et d'autres grands pays émergents ont pour leur part affiché jusqu'ici leur volonté de négocier dans le cadre de Kyoto. Mais ils refusent de s'engager sur des efforts précis si les principaux responsables du réchauffement climatique, comme les États-Unis, refusent d'apporter leur contribution par une réduction de leurs émissions en chiffres absolus.

Quant au Canada, qui pousse avec fermeté pour un devancement de l'élimination des SACO afin notamment d'accélérer les progrès du côté du climat, il n'a pas impressionné hier beaucoup la communauté internationale en affirmant qu'il visait une réduction de 20 % de ses GES d'ici 2020. Tout le monde a compris que cet objectif n'est qu'en apparence semblable à celui de l'Europe, car il repose sur une date de référence différente, soit 2006 au lieu de 1990. Cette astuce permettrait au Canada de faire oublier et de ne pas avoir à effacer une augmentation d'environ 35 % de ses GES depuis 1990.

Le Devoir

ENVIRONNEMENT

La Chine au secours de la couche d'ozone

Les États-Unis et le Canada sont en pourparlers avec le géant asiatique

FRANÇOIS CARDINAL

La Conférence internationale sur la couche d'ozone s'est ouverte hier à Montréal et déjà, une issue positive se dessine. Sous la pression des États-Unis et du Canada, la Chine envisagerait une accélération des mesures visant à reconstituer la couche d'ozone.

Un tel geste aurait un impact environnemental considérable: non seulement il permettrait au fameux trou de la couche d'ozone de se colmater plus rapidement, il réduirait également les gaz à effet de serre de la planète de 3,5 %, si l'on se fie aux évaluations de l'ONU.

Selon les informations obtenues par *La Presse* hier, l'état des pourparlers que mènent les pays industrialisés avec la Chine laisse croire que cette dernière pourrait finalement accepter d'abandonner l'utilisation des HCFC (hydrochlorofluorocarbones - puissants gaz à effet de serre) 10 ans plus tôt que prévu, soit en 2030, en échange d'une aide financière accrue.

Cette question est au cœur des débats menant à la clôture des discussions, prévues pour vendredi. Les grandes lignes de la déclaration finale, d'ailleurs, sont déjà écrites et font état de l'importance de « maintenir » l'assistance financière aux pays en développement, comme la Chine.

La délégation américaine, qui mène le bras de fer contre le géant asiatique, confirme être en négociations sur l'ampleur du financement qui sera accordé à la Chine. « Pour nous, la question principale de cette conférence est celle-ci: réussissons-nous à nous entendre avec la Chine sur les montants nécessaires pour accélérer la transition? Le fond existe déjà, nous sommes prêts à y contribuer davantage, mais il n'est pas question de signer un chèque en blanc », a indiqué en entrevue Claudia McMurray, adjointe au secrétaire d'État pour

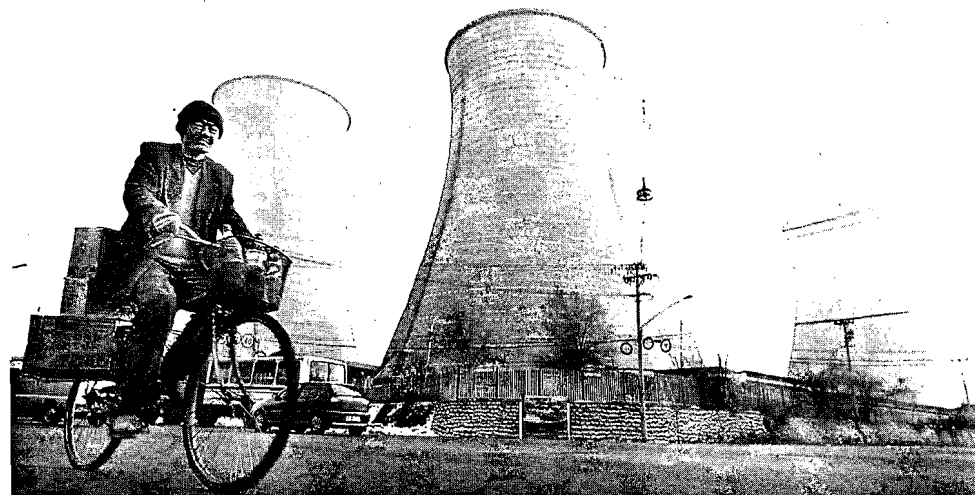


PHOTO ARCHIVES AFP

La Chine pourrait finalement accepter d'abandonner l'utilisation des HCFC (hydrochlorofluorocarbones - puissants gaz à effet de serre) 10 ans plus tôt que prévu, soit en 2030, en échange d'une aide financière accrue.

les affaires environnementales et scientifiques internationales.

Le Canada, qui a dévoilé sa position sur la question ces derniers jours, appuie sans réserve la position américaine qui vise également à accélérer de 10 ans l'élimination des HCFC dans les pays industrialisés, soit en 2020. Une dizaine d'autres pays appuient cette position.

Hier, le ministre canadien de l'Environnement, John Baird, a qualifié à au moins quatre reprises la Chine de partenaire des négociations entourant le protocole de Montréal. Dans son discours d'ouverture de la conférence, il a même jugé « très encourageante » la participation de ce pays aux pourparlers.

Les HCFC sont une substance utilisée dans la climatisation et la réfrigération pour remplacer les CFC (chlorofluorocarbures), bannis selon le protocole de Montréal de 1987. Or le substitut a aussi ses tares: il est nocif pour la santé humaine, la couche d'ozone ainsi que le climat.

Au cours des dernières années, on estime que la production de cette substance, prise pour son faible coût, a explosé de quelque 35 % par année dans les pays en développement, principalement en Chine et en Inde.

Grâce au protocole, la couche d'ozone devrait retrouver vers 2050 ces niveaux d'avant 1980, soit avant l'apparition des trous. Toute accélération de l'élimi-

nation des substances honnies aurait un effet idoine sur le rétablissement de la couche d'ozone.

Super protocole!

Par ailleurs, le ministre John Baird a profité de différentes tribunes hier pour vanter les mérites du protocole, « le plus fructueux accord international jusqu'à maintenant ». A son avis, le succès de ce traité prouve que les conservateurs sont très volontaires sur les questions environnementales, puisque c'est l'ancien premier ministre Brian Mulroney qui a piloté ce dossier il y a 20 ans.

M. Baird a ainsi soutenu que le Canada jouera un rôle de leader cette semaine auprès de la com-

munauté internationale, « comme il le fait déjà dans la lutte contre les changements climatiques », a-t-il ajouté.

Cette prétention a fait bondir les environnementalistes qui affirment que le ministre « a tout faux ». « M. Baird a mis plus d'énergies à discréditer Kyoto qu'à vouloir contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Il ne peut donc nullement se réclamer de l'héritage de Brian Mulroney », a lancé Daniel Breton, de Québec Kyoto (anciennement coalition Québec Vert Kyoto).

De son côté, le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Achim Steiner, a lui aussi vanté les mérites du protocole, précisant que le nom de Montréal est aujourd'hui accolé dans le monde entier au traité environnemental le plus réussi de l'histoire.

« On estime que plus de 20 millions de cas de cancer de la peau auront été évités partout dans le monde d'ici 2060 grâce à ce traité », s'est-il réjoui.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste:
francois.cardinal@lapresse.ca

LE PROTOCOLE DE MONTRÉAL

Montréal est l'hôte cette semaine de la réunion internationale du Programme des Nations unies pour l'environnement qui célèbre cette année le 20^e anniversaire du Protocole de Montréal sur la couche d'ozone. Signé en 1987 par 24 pays, y compris le Canada, le protocole réunit aujourd'hui plus de 190 pays et a mené à une réduction mondiale de plus de 95 % de la production et de l'utilisation des substances chimiques qui appauvrissent la couche d'ozone dans la haute atmosphère de la Terre.

Gaz à effet de serre: la communauté internationale a perdu 20 ans en se traînant les pieds selon l'ONU

Le 17 septembre 2007 - 17:13 | Presse Canadienne



Par Sylvain Larocque

La communauté internationale a perdu 20 ans en se traînant les pieds à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, a déploré lundi le directeur exécutif du programme des Nations unies pour l'environnement, Achim Steiner.

De passage dans la métropole québécoise pour souligner le 20e anniversaire du protocole de Montréal sur la couche d'ozone, M. Steiner n'a pas mis de gants blancs pour presser les politiciens et les gens d'affaires à prendre au sérieux la menace que constitue le réchauffement de la planète.

"Nous avons du mal à faire des progrès minimaux dans le domaine des changements climatiques (...) et ce n'est pas un secret que le Canada, comme d'autres pays, a lui aussi du mal à en faire", a déclaré le diplomate onusien dans une allocution prononcée devant le Conseil des relations internationales de Montréal.

"Nous avons du mal à atteindre les cibles de réduction de CO2 les moins ambitieuses possible, a-t-il affirmé. Nous avons perdu 20 ans."

La gravité de la situation commande des transformations majeures non seulement dans l'économie mondiale, mais aussi dans la façon dont sont menées les relations internationales, a estimé Achim Steiner.

"Imaginez ce que c'est que de vivre dans le Sahel africain, aux îles Fidji, aux îles Salomon ou dans un autre petit État insulaire en voie de développement, des endroits en voie d'extinction d'ici un siècle", a-t-il lancé.

La réduction des gaz à effet de serre portera un coup dur à certaines entreprises, a convenu M. Steiner. Dans l'ensemble, toutefois, l'économie sera assez robuste pour accuser le coup sans trop de problèmes, a-t-il avancé, citant la récente étude selon laquelle le coût des changements ne dépassera pas 0,1 pour cent de la valeur totale de la production mondiale. En fait, ne rien faire pourrait mettre en péril entre 5 et 20 pour cent du PIB mondial, selon le diplomate.

"L'économie est parfaitement capable de s'accommoder des changements nécessaires, a assuré Achim Steiner. Sinon, comment (dire non) à un environnementaliste qui demande qu'on investisse 10 pour cent de plus dans le développement durable, alors que le prix de l'essence a doublé en cinq ans?"

Non seulement l'atteinte de la première tranche de 30 à 40 pour cent de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne coûtera rien aux économies du monde, mais pourrait même être payante économiquement, comme peut l'être un déversement de pétrole pendant la période de nettoyage, a illustré M. Steiner.

"Hyprocrisie"

Mais pour atteindre un jour les objectifs du protocole de Kyoto, puis les dépasser, il faudra d'abord que les pays développés cessent de blâmer les économies émergentes comme la Chine, a-t-il martelé.

"C'est parfois faire preuve d'un manque d'imagination que de montrer du doigt des pays comme la Chine, de lui reprocher d'ouvrir une centrale au charbon par semaine", a lâché M. Steiner, en faisant remarquer que ce sont les pays industrialisés qui sont responsables de la majorité des émissions polluantes encore présentes dans l'atmosphère (elles y restent pendant 200 ans).

Le responsable de l'environnement à l'ONU s'en est même pris à l'"hypocrisie" des relations internationales, guidées par les intérêts économiques, et de la piètre confiance des pays envers les institutions multilatérales.

"C'est faire preuve d'une insouciance tragique que de laisser aller la dynamique actuelle aux Nations unies, s'est-il désolé. Le monde croit que cela ne coûte à peu près rien de laisser cette situation persister aux Nations unies, cette façon dont on traite les autres au sein de la communauté internationale."

Achim Steiner ne perd toutefois pas espoir: à ses yeux, la réussite du protocole de Montréal prouve que la réussite est possible en droit de l'environnement. Et il voit d'un bon oeil la décision récente de Washington de participer aux négociations sur le prochain protocole de Kyoto, qui débiteront cet automne à Bali, en Indonésie.

Interrogé sur la position du gouvernement de Stephen Harper, qui n'entend pas respecter les exigences de Kyoto, le diplomate onusien a refusé de se prononcer.

ONU et environnement: pour mettre fin à l'hypocrisie

par Anne Robert

[Voir tous les articles de Anne Robert](#)

Texte mis en ligne le 17 septembre 2007 à 16:11

[Soyez le premier à commenter ce texte](#)



Achim Steiner, lors du Sommet de Johannesburg en 2002. Photo: ONU

Ceux qui espéraient que le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Achim Steiner, allait faire écho aux militants écologistes, auront été déçus.

C'est un négociateur qui pense qu' «il n'existe pas d'autre réponse aux changements climatiques qu'un accord universel et international» qui s'est adressé à la tribune du Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM) lundi.

Diplomate, Achim Steiner a refusé de pointer du doigt le ministre fédéral de l'Environnement John Baird, présent dans la salle. Il se contente de renvoyer le débat aux citoyens canadiens mais invite le Canada à jouer «le rôle de pionnier qui a été le sien dans le passé».

Quant aux États-Unis qui y vont de leurs menaces de faire chambre à part, pas d'accusations non plus. Achim Steiner note toutefois « changement dans l'attitude de l'administration américaine».

Et en ce qu'il s'agit du débat entre la croissance et le coût de la mise en place des mesures contre le changement climatique, il n'existerait qu'en raison de «l'interprétation étroite des externalités par ceux qui conçoivent des politiques publiques».

Le directeur exécutif du PNUE se réfère au rapport Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), qui évalue le coût global à 0,1% du PIB mondial.

Pour Achim Steiner, l'important est de mettre fin à «l'hypocrisie dans les relations internationales» qui veut que chacun se renvoie la balle et se défile devant ses propres responsabilités dans les changements climatiques.

«Des deux côtés chacun sait qu'il est dans son intérêt personnel autant que dans l'intérêt de l'autre de renverser la tendance dans le c climatique», dit-il. De même que les pays développés ne peuvent pas nier leur responsabilité historique dans le réchauffement de la planète.

Et comme la planète a déjà perdu 20 ans, selon M. Steiner, il convient de ramener la communauté internationale à la table des négociations pour arriver à un accord avant 2009. La prochaine étape des négociations sera la rencontre de Bali en décembre prochain.

Pour aller plus loin:

www.corim.qc.ca CORIM

www.unep.org PNUE

“We have lost 20 years of time,” UNEP Chief tells Montréal

Montréal – The success of the Montréal Protocol “shows we have the technology to reduce emissions,” UNEP Executive Director, Achim Steiner, told journalists at a press conference Tuesday and economics is “perfectly capable of affording the change,” he said later.

The Montréal Protocol’s remarkable success story is something that can be taken forward to Bali “to show complementarity,” Steiner told the press at the 20th Anniversary Conference of the Montréal Protocol ratified by 191 countries to eliminate ozone depleting gases. In terms of achieving the final reductions of ozone depleting gases, Steiner said that emissions trading could work to implement this, indicating some countries had already tried this.

Steiner’s later lunchtime address to the Council of International Relations of Montréal (CORIM), Steiner told delegates, who included Canadian Environment Minister John Baird, “We have lost 20 years’ of time over economic debate” in transforming to the environmental needs of the planet.

Canada, Steiner said, has been struggling with their Kyoto targets, “along with some other nations,” he added, “but these have been the most minimal of targets,” he stressed, before stating that climate change would cost 5-20% of future global GDP while mitigating climate change would cost 0.1% of global GDP each year.

That “environment and the economy have to be at loggerheads,” Steiner said, “was the twentieth century’s most common myth,”

The fact that 70% of the world’s population lived within 120 kilometers of a coast, and 30% of Africa’s coastal infrastructure would be affected by rising sea levels was indicative of the need to change perceptions and eliminate lethargy around environmental issues.

Steiner stated that UN General Secretary, Ban-Ki Moon, would seek to change “the climate of negotiations” at next week’s UN Summit in New York by speaking to the world leaders in closed rooms.

In his earlier press conference, Steiner said the success of the Montréal Protocol showed there was a “system of international environmental governance,” that 191 countries could act in concert; find the technology and available funding to accelerate the phase-out of ozone depleting gases, some of which such as HCFC are potent greenhouse gases. A further \$2 billion development fund has been made available by the multi-lateral fund to enable developing countries accelerate phase-out of ozone depleting gases.

“We need to care more about that multilateral system,” Steiner said of the United Nations, “as it is drifting and we can’t let it drift for the sake of our future generations,” he added. “We cannot afford to fail,” he declared, “when we have these international opportunities,” he said referring to the possibility that we could be facing a third industrial revolution, that Germany’s wind turbines now stored more energy than its nuclear capability.

The conference aims to reach agreement this week on accelerating phase-out of HCFCs, 11,000 times more powerful a greenhouse gas than CO₂ as well as find agreement on reducing anthropogenic methyl bromide used in pesticides.